

Une semaine en enfer : honte à ceux qui ont choisi d'abandonner les Palestiniens à la barbarie d'Israël !



Photo : Turmus - gouvernorat de Ramallah, 22 juin 2023, une femme rentre chez elle au lendemain de l'attaque de plus de 200 colons israéliens. Crédit : Oren Ziv (Active Stills)

Les semaines se suivent en Palestine occupée, chaque fois pires que les précédentes. Celle qui vient de s'écouler fut un véritable enfer. L'enfer pour les Palestiniens et toujours l'impunité pour les criminels israéliens !

Cette semaine a commencé par un énième raid militaire dans le camp de réfugiés de Jénine où l'armée d'occupation a décidé d'éliminer les résistants qui ont choisi de prendre les armes contre un occupant qui nie tous leurs droits élémentaires, y compris celui de se défendre, et ne leur laisse aucune perspective d'avenir. La maison d'un combattant a été bombardée par un hélicoptère au cœur d'un quartier très dense, des tirs à vue, des heures de terreur, un nouveau massacre : 7 morts et 90 blessés. C'était la première fois depuis 20 ans qu'Israël bombardait la population palestinienne en Cisjordanie. Quelques heures après, c'est avec un drone qu'Israël a assassiné quatre jeunes hommes dans leur voiture.

Une jeune fille de 14 ans, qui filmait les soldats passant devant chez elle, a pris une balle en pleine tête ; l'hôpital de Jénine a été la cible des tirs de cette armée d'assassins.

Une armée qui a tiré sur un jeune homme handicapé lors d'un raid d'une extrême violence dans le camp de réfugiés de Balata à Naplouse ; Naplouse où elle a pénétré pour dynamiter et faire exploser en pleine ville une maison. En trois jours, 17 Palestiniens ont été assassinés dont deux enfants ! Une armée qui tire sur les enfants dans les voitures de leurs parents : après le petit Mohamed Tamimi, âgé de deux ans qui est mort d'une balle dans la tête, c'est l'enfant Khaled Malaha qui a perdu un œil, blessé par balle.

Qui va arrêter cette armée barbare ? Qui va condamner Israël pour ses crimes de guerre ?

Les Palestiniens n'ont cependant pas à faire face seulement à l'armée d'occupation : leur quotidien est rythmé, jour et nuit, pas la violence débridée de colons dans la toute-puissance encouragée par l'impunité qui leur est assurée par un pouvoir à leur botte.

En février, le monde découvrait avec effroi le pogrom de Huwara. En 48h, la semaine dernière, ce furent 15 villages palestiniens qui ont vécu des pogroms : maisons, commerces et véhicules incendiés, écoles et mosquées incendiées, cultures et arbres incendiés, des habitants livrés à ces bandes de voyous fous furieux. Tout est documenté : les milices de colons armés tirant sur des agriculteurs, la mise à sac d'une mosquée, l'incendie de l'école de Urif, celui d'un transformateur électrique laissant 4 villages sans électricité, livrés pour certains d'entre eux à des hordes de colons.

L'armée israélienne, à qui la convention de Genève impose d'assurer la protection de la population sous occupation, n'a jusque-là pas levé le petit doigt pour arrêter les colons, en prétendant tout ignorer de leurs agissements. Pire, c'est la plupart du temps sous sa protection que les colons agissent. Les attaques des colons ont cependant pris une telle ampleur que l'armée vient de communiquer pour dénoncer des « attaques qui contredisent les valeurs morales et juives et constituent du terrorisme nationaliste ... ». Faut-il pleurer ou faut-il en rire ?

Quelle crédibilité ont de telles déclarations ? la violence des colons est une violence d'État dont l'armée est complice et actrice. Dans la même semaine de nouveaux pouvoirs ont été donnés au ministre Smotrich pour lui permettre de simplifier et d'accélérer le processus de colonisation du territoire occupé, quand des milliers de constructions ont été annoncées dans les colonies, quand de nouveaux avant-postes de colonies ont été installés sous protection de l'armée, quand les colons de la colonie d'Evyatar sur les terres du village de Beita ont été réinstallés, encouragés par le ministre Ben Gvir qui les appellent à « monter sur les collines et s'y installer » tout en appelant à éliminer par milliers les Palestiniens qui résistent.

Un tableau monstrueux auquel il faut ajouter le nettoyage ethnique qui continue à Masafer Yatta avec l'annonce de la destruction d'une nouvelle école, les attaques de colons, les agressions de l'armée, le nettoyage ethnique qui continue à Jérusalem. Et, chaque jour, dans toute la Cisjordanie occupée, les arrestations très violentes, y compris d'enfants.

Face à un tel tableau, on aurait dû assister à une mobilisation de la communauté internationale pour dénoncer, et condamner les criminels ; on aurait dû voir se réunir les grands de ce monde pour arrêter les assassins ; on aurait dû voir une mobilisation du monde dit libre pour assurer la protection du peuple palestinien.

Et qu'a-t-on vu, entendu ? Rien ! Juste un assourdissant silence complice !

Depuis des mois et des années, l'AFPS dénonce le refus du président de la République, du gouvernement, de l'Union Européenne de prendre des sanctions à l'encontre d'Israël, pour contraindre ce régime d'apartheid à respecter le droit, particulièrement en ce qui concerne ses obligations de puissance occupante.

Non seulement, le gouvernement français persiste dans son refus de sanctionner, mais il n'a de cesse de développer de nouvelles relations et d'engager de nouveaux partenariats avec les

représentants de ce régime d'assassins, à l'image du ministre des Armées Lecornu qui ose se vanter, le 22 juin « d'un riche entretien avec son nouvel homologue israélien ... pour renforcer notre coopération bilatérale ... ».

L'AFPS dénonce cette attitude indigne du gouvernement français qui ferme les yeux sur les horreurs commises contre le peuple palestinien. Elle dénonce également l'indécence de la politique mise en œuvre par le ministre de l'intérieur qui, en appui aux inconditionnels de la politique israélienne, tente de faire taire celles et ceux qui, en France, apportent un soutien au peuple palestinien.

L'AFPS appelle le gouvernement français à prendre des initiatives concrètes, fortes et visibles pour protéger le peuple palestinien face à un pouvoir fasciste qui ne cache plus son projet de l'éliminer.

Le bureau national de l'AFPS, 26 juin 2023